

SYRIE

La Ligue arabe appelle Damas à cesser «immédiatement» les violences

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, a appelé hier les autorités syriennes à mettre «immédiatement» fin aux violences, dans le premier communiqué officiel de l'organisation panarabe sur la répression en Syrie.

M. al-Arabi «appelle les autorités syriennes à mettre fin immédiatement à tous les actes de violence et aux campagnes sécuritaires contre les civils», selon ce texte.

Il a aussi fait part de «sa préoccupation croissante» en raison de «la détérioration de la situation sécuritaire en Syrie suite à la montée de la violence et des opérations militaires à Hama, Deir Ezzor et diverses régions de la Syrie».

M. al-Arabi s'était entretenu le 13 juillet à Damas avec le président syrien Bachar al-Assad.

Il s'agit de la première réaction officielle de la Ligue depuis le début en mars de la révolte populaire, durement réprimée par le régime du président al-Assad.

L'ancien patron de l'organisation, Amr Moussa, s'était borné en juin à faire état de «l'inquiétude» du monde arabe face à la situation en Syrie.

A noter que cinquante-deux civils ont été tués hier dimanche en Syrie lors d'opérations militaires, dont 42 dans la ville de Deir Ezzor, dans l'est du pays, prise d'assaut par l'armée, a affirmé le chef de la Ligue syrienne des droits de l'homme, Abdel



Photos: DH

Karim Rihaoui. «Quarante-deux civils ont été tués et plus de 100 autres ont été blessés à Deir Ezzor par les tirs des forces armées et de la sécurité lors d'opérations militaires : 28 personnes ont trouvé la mort dans le quartier de al-Joura, et 14 autres

dans celui de Houeïqa», a précisé M. Rihaoui. «Des milliers de personnes ont fui cette ville depuis le matin vers Hassaké» plus au nord, a-t-il ajouté.

Et «au moins dix civils ont été tués par les tirs de la Sécurité à Houlé», près de Homs, dans le

centre du pays, où quelque 25 chars et transports de troupes ont pénétré ce matin et procédé à des opérations militaires, selon un nouveau bilan communiqué à l'AFP par M. Rihaoui.

Les Comités de coordination locaux (LCC), qui chapeautent les manifestants anti-régime, ont fait état de leur côté de «42 civils tués à Deir Ezzor par les tirs de la Sécurité et des forces armées», sur leur page Facebook.

«Des tireurs des bandes d'Assad sont postés sur les toits de plusieurs édifices à Deir Ezzor et tirent sur tout ce qui bouge», ont-ils écrit.

Hier, l'armée a une nouvelle fois choisi l'option sécuritaire pour mater dans le sang la contestation contre le régime du président Bachar al-Assad, en envoyant les chars à l'assaut de Deir Ezzor puis de Houlé.

USA

Le tortionnaire d'Abou Ghraïb libéré de prison

Le caporal américain condamné à 10 ans de prison pour son rôle de meneur dans le scandale des sévices à la prison irakienne d'Abou Ghraïb en 2004 a été libéré sur parole, a annoncé samedi l'armée américaine.

Charles Graner, 42 ans, a été libéré de la prison militaire de Fort Leavenworth, au Kansas (centre des Etats-Unis), après avoir purgé 6,5 des dix années d'emprisonnement auxquelles il avait été condamné en janvier 2005, a indiqué la porte-parole de l'armée Rebecca Steed. Il est placé sous contrôle judiciaire jusqu'au 25 décembre 2014.

Alors caporal de réserve, Charles Graner était le meneur d'un groupe de six gardiens accusés en 2004 d'avoir commis des abus sur les détenus de la prison d'Abou Ghraïb, près de Bagdad. Les photos à l'origine du scandale avaient déclenché une vague de protestations internationales.

Charles Graner avait écopé de la peine de prison la plus lourde. Sa compagne de l'époque, Lynndi England, devenue le symbole du scandale d'Abou Ghraïb, avait, elle, été condamnée à trois ans de prison.

Alors que la crise du carburant empoisonne la vie quotidienne des Tripolitains depuis plusieurs mois, une pénurie d'électricité et des coupures d'eau courante sont venues aggraver la souffrance des habitants de la capitale libyenne en ce début de mois de Ramadan.

«Depuis le début du Ramadan, on rompt le jeûne à la lumière des bougies», se plaint Ahmed, la quarantaine, qui fait ses courses dans un marché de légumes dans le quartier 2-Mars, dans l'ouest de la capitale.

«Nous pouvons nous passer de la climatisation mais pas du réfrigérateur», ajoute-t-il, précisant que «les coupures d'électricité durent parfois 24 heures». «Plusieurs aliments que nous gardons au congélateur sont périmés», dit-il, sa famille ayant, comme beaucoup d'autres, constitué un stock de produits alimentaires avant le mois de jeûne, d'habitude mois de tous les excès culinaires.

Khaled, 20 ans, un habitant de Jazour, la banlieue est de Tripoli, affirme que la pénurie d'électricité a provoqué des coupures d'eau du robinet. Dans la mesure où l'eau courante ne leur arrive que durant quelques heures par jour, la grande majorité des Tripolitains utilisent des pompes pour remplir les réservoirs d'eau installés la plupart du temps sur les toits des maisons et des immeubles. Les Tripolitains font également face à une pénurie de bonbonnes de gaz de cuisine dont le prix a flambé : de



l'équivalent d'un dollar avant le début de la crise libyenne en février il est passé à 50 dollars actuellement.

La hausse des prix a aussi touché les produits alimentaires de première nécessité malgré l'annonce de subventions par le gouvernement. Le régime a accusé les rebelles et l'Otan de vouloir provoquer une pénurie de carburant et d'électricité dans les zones contrôlées par le régime pour provoquer l'exaspération et le soulèvement de la population.

Jeudi, le vice-ministre des Affaires étrangères Khaled Kaaim avait accusé les rebelles du djebel Nefoussa, au sud-ouest de Tripoli, d'avoir saboté un pipeline alimentant la seule raffinerie du pays. «Les rebelles ont fermé une valve du pipeline et ont versé dessus une gran-

de quantité de béton armé dans la région d'Al-Rayaniya», selon M. Kaaim, qui avait précisé que le pipeline alimentait la raffinerie de Zawiyah, à 50 km à l'ouest de Tripoli, en gaz et en fuel, utilisés par la suite pour générer de l'électricité.

Le régime avait, par ailleurs, affirmé que l'Otan avait bombardé une turbine à gaz dans la même région ainsi qu'une station de haute tension à Jefara, au sud-ouest de Tripoli. Il a également dénoncé l'arraisonnement «pirate» mené par la rébellion avec l'aide de l'Otan d'un cargo en route pour Tripoli avec à son bord 37 000 tonnes de carburant, jugeant que l'Otan «souhaitait créer une crise humanitaire en Libye».

Le pétrolier, le *Carthagène*, avait accosté jeudi à la mi-journée dans le port de Benghazi, dans l'est de la Libye, les rebelles à bord affirmant avoir saisi ce bateau au large de Tripoli.

Depuis le début de la crise, Tripoli dénonce le siège maritime imposé par l'Otan, qui empêche l'importation de plusieurs produits de première nécessité, en violation, selon le régime, des résolutions 1970 et 1973 qui ont permis l'intervention militaire internationale en Libye pour protéger les civils.

Le régime importe ses besoins, dont du carburant, pas voie terrestre depuis la Tunisie voisine qui a connu tout récemment à son tour une pénurie aiguë de carburants en raison d'une grève dans une raffinerie, conjuguée au nombre important de réfugiés libyens rentrant chez eux pour le Ramadan.

IRAK

Six morts dans l'explosion d'une maison à Iskandariya

Six personnes sont mortes et six autres ont été blessées dans la nuit de samedi à dimanche dans l'explosion d'une maison près d'Iskandariya, à 50 km au sud de Bagdad, a indiqué hier un lieutenant de la police locale. L'explosion s'est produite vers

1h hier dimanche (samedi 22h GMT), a-t-il indiqué : «La maison a été complètement détruite».

Six personnes ont été tuées : un homme, son épouse, un autre homme et un enfant», a dit le lieutenant. Dans la maison voisine, «un homme et un

enfant» ont également succombé suite à l'explosion, a-t-il dit.

Six personnes ont été blessées, dont deux gravement, a-t-il ajouté.

La maison visée appartenait à un membre de la tribu chiite des Al-Massoudi.

Iskandariya est une ville à majorité sunnite située dans une région surnommée de 2005 à 2008 le «triangle de la mort», car les insurgés massacraient notamment les chiites qui traversaient ce territoire pour se rendre dans les villes saintes de Kerbala et de Najaf.